

Compte-rendu

GROUPE DE TRAVAIL NATURA 2000 VAL D'ARGENS
« AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET MILIEUX NATURELS »
Les ARCS sur ARGENS, 19 avril 2011

Personnes présentes :

- Alain PARLANTI, Maire des Arcs-sur-Argens
- Christine DUTE, Conseil Général 83, Maison de territoire Var Esterel
- Alain MILLANELLO, Fédération des Chasseurs du Var
- Stella CROIGNY, mairie de Fréjus
- Aurélie RAGOT, Mairie du Cannet-des-Maures
- René VERLAQUE, Adjoint au Maire d'Entrecasteaux
- Patrick ROBERT, Réseau de Transport d'Electricité
- Daniel NOUALS, DDTM83, service environnement et forêt
- Anne THEVENOT, CG83, responsable du service Rivières et milieux aquatiques
- Olivier AUDA, CG83, service rivières et milieux aquatiques
- Gilles REGIS, Adjoint mairie de Puget-sur-Argens
- Christine MAYER, Adjointe mairie de Châteauvert
- Denis DELSOL, CG83, service espaces naturels sensibles
- Julie HARS, communauté d'agglomération dracénoise
- Sandrine RABASEDA, réseau ferré de France, responsable délégation régionale PACA
- Fanny SEITZ, CG83, chargée de mission Natura 2000

Absents excusés :

- Philippe ORSINI, Museum d'histoire naturelle de Toulon
- Marcel BARBERO, président du Conseil Scientifique Régional pour la Protection de la Nature
- Représentant du SCOT Var Est

9h – Accueil

Tour de table.

Ordre du jour :

1. Rappels sur Natura 2000 / où en est-on de la démarche / rôle des groupes de travail
2. Les enjeux de conservation du site et l'influence des usages et gestion de l'eau
3. Les objectifs de conservation : propositions du groupe sur les orientations de gestion

Objectifs de la réunion :

Suite à l'état des lieux des espèces, des habitats d'intérêt communautaire et des activités humaines, l'opérateur du site a rédigé le 1^{er} TOME du document d'objectifs

présentant le résultat de ces inventaires et les enjeux en terme de conservation de la biodiversité du site. A partir de ces résultats, 12 objectifs de conservation ont été définis.

Le but de cette réunion est de travailler à partir de ces 12 objectifs afin de définir des orientations de gestion dans le domaine de l'aménagement du territoire qui permettront d'atteindre ces objectifs.

Une prochaine réunion (juin) portera sur les mesures et actions à proposer dans le DOCOB pouvant répondre aux objectifs de conservation.

Présentation :

1. Rappels sur Natura 2000 / où en est-on de la démarche / rôle des groupes de travail
2. Les enjeux de conservation du site et les enjeux de l'aménagement du territoire sur le milieu naturel

Concernant le risque de fragmentation liés aux infrastructures ferroviaires, Gille REGIS (mairie de Puget) fait le lien avec le projet de Ligne à Grande Vitesse qui prévoit de passer par le secteur.

Sandrine RABASEDA (Réseau Ferré de France) prend la parole :

Le tracé de la LGV n'est pas encore précis. Le tracé doit être définitif dans 4 ans puis soumis à enquête publique.

Aujourd'hui, un couloir de 7 km de large a été identifié. Les trames vertes et bleues ont été identifiées, le Val d'Argens en faisant partie.

Plus tard, lors ce couloir va être réduit à 500 m, il y aura des études plus fines sur l'incidence du passage de la ligne sur la faune et la flore.

A ce moment seront proposées des mesures d'accompagnement, de réduction ou de compensation des incidences sur les espèces et habitats.

Mais en premier lieu, il s'agit c'est de définir le tracé qui aurait le moins d'impact. Des études sont en cours (SOGREAH, MRE, Naturalia, experts paysagistes...).

En deuxième lieu, il s'agira de définir des mesures ciblées. Les études seront plus fines. Si on prend le cas des chauves-souris de l'Argens, il y a possibilité de réaliser des aménagements en faveur des déplacements d'espèces (passages à faune), pour éviter les ruptures de corridors liés à la LGV. Il y a également la possibilité de recréer des gîtes...

Gilles REGIS (mairie de Puget) : il y a beaucoup d'inquiétude de la part des maires et de la population. Il faudrait informer les communes sur l'avancement du projet.

Sandrine RABASEDA : Il y a un Comité de pilotage qui se réunit au moins de juin pour valider l'aspect fonctionnel du projet. Puis vers l'automne, il va y avoir une phase de concertation auprès des communes impactées par la LGV.

Concernant la grande richesse en espèces de chauves-souris dans le secteur :

René VERLAQUE (Maire d'Entrecasteaux) : est-ce que l'étude des chauves-souris a relevé la présence d'un gîte au niveau du barrage de Carcès ? Car en 1995, on a pu observer un grand nombre d'individus sortir d'un canal proche du lac (estimation à 200 individus). L'espèce ressemble au Minioptère de Schreibers.

Réponse : Cette espèce d'intérêt communautaire est identifiée dans le site, mais il n'y a pas de gîte identifié à proximité du lac de Carcès lors des inventaires Natura 2000 (2009).

Concernant les continuums écologiques :

Gilles REGIS : il y a des seuils sur la basse vallée de l'Argens qui sont équipés de passes à poissons. Mais ces aménagements ne fonctionnent pas. Il y a seulement l'Anguille qui arrive à en profiter.

Existe-t-il des mesures liées à cette problématique ?

Réponse : il y a un contrat qui existe « effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières ».

Daniel NOUALS : une réglementation va imposer l'effacement ou l'aménagement de structures qui rompent les continuités écologiques sur des secteurs définis comme étant prioritaires pour certaines espèces de poissons (cours d'eau prioritaire). Lorsque la mesure devient obligatoire, il n'a pas d'aide financière venant de Natura 2000.

Olivier AUDA : de même que tout projet bénéficiant d'une aide publique ne peut avoir d'aide financière supplémentaire de Natura 2000.

3. Les 12 objectifs de conservation du site (OC)

Les objectifs sont présentés en précisant l'intérêt de les avoir identifiés.

Contrairement aux 3 autres groupes de travail thématiques, les objectifs ne sont pas abordés l'un après l'autre. La discussion est ouverte sur l'ensemble de ces objectifs.

Alain PARLANTI : Il faut que les activités humaines puissent être prises en compte dans ces 12 objectifs. La crainte est que ce périmètre devienne un sanctuaire pour les espèces animales et végétales. Or, les gens qui vivent dans ce secteur doivent continuer à y vivre. De plus, certaines activités sont bénéfiques à ces espèces.

Aussi, dans la zone Natura 2000, la mairie souhaite développer le tourisme « vert ». Il existe un projet intercommunal de réalisation de pistes de randonnée. Il ne faudrait pas que les sentiers soient interdits. C'est inadmissible de voir des gens recevoir des procès verbaux alors qu'il venaient simplement cueillir des champignons.

Il faut que la place de l'Homme soit clairement inscrite dans ce document d'objectifs.

René VERLAQUE : les services de l'Etat demandent au club de trial d'Entrecasteaux de réaliser une étude d'incidence pour une manifestation sportive. C'est un club qui a toujours encadré son activité et de grandes manifestations se font 1 à 2 fois par an. Cette étude pourrait coûter 15000 euros. Pourtant, on voit souvent à Entrecasteaux des quads utiliser les forêts sans encadrement, de manière illégale et presque tous les jours. Et dans ce cas on ne dit rien !

Daniel NOUALS : le choix de la France sur l'application de la démarche Natura 2000 est de concilier les activités humaines et la biodiversité. Ce ne sont pas des périmètres comme ceux des réserves naturelles ou parcs nationaux où les activités sont réglementées. Il n'y a pas d'interdiction mais ce sont des périmètres où certaines espèces sont menacées et il faut en tenir compte dans nos activités.

Concernant les coûts des études d'incidence, ils ne sont pas forcément si élevés, surtout pour le trial où l'ouverture de sentiers peut s'avérer être une activité plus « douce » que d'autres, surtout si on tient compte de la biodiversité à **l'amont** du projet.

Anne THEVENOT : l'intérêt est de connaître les projets pour adapter les travaux en amont.

Daniel NOUALS : les inventaires écologiques permettent ça.

Alain PARLANTI : il faut tout de même faire apparaître un objectif sur les activités humaines.

Daniel NOUALS : c'est tout à fait possible. Par exemple, dans le DOCOB de la plaine des Maures est inscrit un objectif prioritaire de maintenir les actions de DFCI. Cette activité est bénéfique à la protection des milieux forestiers et de la faune et flore associées.

Alain MILANELLO : il faut tout de même faire attention à l'évolution de certaines activités. Par exemple, si on favorise l'ouverture de pistes de randonnée, il y aura plus de personnes qui vont utiliser ces pistes. Si la fréquentation augmente, les impacts sur le milieu naturel risquent d'être plus importants.

Alain PARLANTI : oui, mais les forêts ne sont pas des sanctuaires. Ce n'est pas normal de les interdire au public.

Daniel NOUALS : le but n'est pas d'interdire mais d'évaluer tout de même les incidences que pourrait avoir telle ou telle activité sur les espèces et les milieux naturels.

Aurélie RAGOT : concernant le maintien de la qualité de l'eau, il y a un travail d'information à faire auprès des agriculteurs sur l'usage des pesticides,...

Réponse : il y a un groupe dédié à ce thème.

René VERLAQUE : l'évolution des pratiques au bord de l'Argens a fait également évoluer les milieux. Avant, les chevaux allaient pâturer jusqu'au bord de l'Argens. La ripisylve était moins importante. Est-ce qu'il n'y aurait pas un impact de cette évolution sur les espèces, notamment sur la disparition du Barbeau méridional ?

Olivier AUDA : il n'y a pas trop de lien, car la disparition du Barbeau est due à l'introduction du Barbeau fluviatile.

Néanmoins, l'évolution des pratiques joue un rôle dans l'évolution des milieux naturels.

Olivier AUDA : lors des groupes de travail qui se sont déroulés sur les autres thématiques, il a été proposé de réaliser des fiches d'informations auprès des propriétaires à joindre dans les demandes de permis de construire en commune (exemple : pour l'entretien de la ripisylve).

Julie HARS (Communauté d'agglomération Dracénoise) : c'est un élément intéressant. Lors de la délivrance des certificats d'urbanisme, on pourrait les accompagner de fiches de « bonnes pratiques ». On pourrait même aller jusqu'à informer les services instructeurs.

Daniel NOUALS : les communes sont invitées également à tenir compte du zonage Natura 2000 dans leurs PLU.

Alain PARLANTI : les PLU sont également soumis à un dossier d'incidence.

Gilles REGIS : il y a un projet sur la commune de Puget de remettre en fonction le canal du Béal. Ce canal est alimenté par les eaux de l'Argens, puis déversées dans la Garonne qui se jette dans l'Argens. L'idée serait que la Garonne déverse ses eaux directement dans la mer.

Gilles REGIS : les 2 zones humides identifiées sur la plaine agricole de Puget appartiennent à un seul propriétaire. Ces zones ne sont pas exploitées pour le moment, mais en 2012, le propriétaire souhaiterait y installer de la culture fourragère.

Il y a également certaines zones humides en bordure de l'Argens qui sont entretenues par l'association locale de pêche.

Enfin, il y aurait de l'Ecrevisse à pattes blanches dans la Garrone.

René VERLAQUE : il y en aurait aussi dans la Bresque car elle semble être pêchée.

Réponse : Attention, le prélèvement de cette espèce est désormais interdit, c'est donc du braconnage. Il faut être vigilant.

Aurélié RAGOT : concernant le problème des espèces invasives, il y aurait un besoin d'informer les services techniques des espaces verts. Et un besoin de retour d'informations venant du terrain.

Il est proposé de réaliser des guides simples de détermination des espèces invasives les plus problématiques.

Patrick ROBERT (Réseau de Transport d'Electricité) : la RTE a des obligations de débroussailllements et souhaiterait savoir quels impacts cela peut avoir. Y a t'il incompatibilité de cette action avec les objectifs de Natura 2000 ?

Daniel NOUALS : dans ce cas, il y a des possibilités de contrats Natura 2000 qui financent les surcoûts induits par un changement dans la pratique. Par exemple : passer du débroussailllement mécanique en manuel induit un surcoût qui est financé.

Il faut que cette action soit inscrite et que le DOCOB soit approuvé pour pouvoir bénéficier du financement.

Patrick ROBERT : sans être propriétaire, les aménageurs comme la RTE peuvent-ils avoir la possibilité de passer ces contrats ?

Daniel NOUALS : oui, en tant qu'ayant-droit sur ces parcelles. Ici, c'est dans le cadre d'une servitude.

Denis DELSOL : Natura 2000 peut être perçu comme une contrainte mais c'est aussi un atout car on peut mettre en lumière ces espaces de qualité, souvent intéressants. En prenant un peu de hauteur, côté paysager : ces milieux structurent le paysage. C'est ce qu'apprécient les touristes, les pratiquants d'activités de pleine nature ou encore les agriculteurs.

Si on reprend l'exemple des chauves-souris, les cabanons qui peuvent leur servir de gîte se trouvent généralement en milieu agricole. Dans les documents d'urbanisme peuvent figurer des modalités de restauration de ces cabanons de grand intérêt (PADD, ...).

Un autre outil peut être intéressant c'est la maîtrise du foncier. Le département peut mettre en place des périmètres de préemption à la demande des communes. Le but est de pouvoir acquérir des parcelles pour les valoriser, mais surtout pour avoir une veille sur ces parcelles à fort intérêt.

Les communes ont un pouvoir sur l'aménagement (PLU, PADD, ScoT, ...).

Rien n'est impossible, mais il faut concilier les activités et le maintien de la biodiversité. Voir aller jusqu'à des mesures compensatoires si nécessaire.

Alain PARLANTI : tout à fait d'accord. D'ailleurs, sur les Arcs il n'y a pas de zones urbaines dans Natura 2000. Le problème vient de la manière d'appliquer les règles. Les procédures réglementaires sont parfois lourdes.

Proposition de mettre les bords des cours d'eau (ripisylves) en zone naturelle dans les PLU.

Denis DELSOL : il faut s'assurer dans les PLU qu'un cabanon le reste et ne devienne pas une villa...

Concernant le bâti ancien, il faut de l'information au public/propriétaire sur les techniques douces de restauration qui ne viendraient pas endommager la qualité de l'habitat des espèces. Par exemple : le parc naturel régional du Verdon va faire un travail sur la restauration du bâti ancien, en relation avec une école spécialisée.

Les restanques, qui ont un intérêt paysager et dont certaines sont abandonnées sont-elles un enjeu sur le Val d'Argens ?

Daniel NOUALS : pas d'enjeu de restaurer les restanques en tant que telles (habitat de certaines espèces mais pas celles décrites dans le DOCOB), par contre il y a un enjeu dans le maintien ou réouverture des milieux qu'elles abritent.

Remarques sur la rédaction des objectifs :

Daniel NOUALS : Dans la proposition d'extension du périmètre, il faut faire attention que les principaux intéressés par cette extension soient d'accord. Le Préfet consulte les communes intéressées, il peut refuser l'extension du périmètre si une commune s'y oppose.

Denis DELSOL : attention au terme « routes de vols » pour les Chiroptères. Il risque d'y avoir des confusions.

OC2- d: « Routes de vols » est remplacé par « couloirs de vols ».

Alain PARLANTI : concernant l'objectif 5 sur le maintien des corridors de déplacement des Chiroptères autour des chauves-souris, dans un rayon défini. Quels impacts peut-il y avoir en matière d'aménagement du territoire ?

Daniel NOUALS : il faut que l'impact soit avéré. C'est la réglementation en tant qu'espèce protégée qui s'impose d'abord. La réglementation liée à Natura 2000 ne sera pas dû aux conséquences des objectifs inscrits dans le DOCOB.

Le groupe se demande si l'ensemble des corridors a été identifié.

Réponse : pas vraiment, il faudrait un travail très fin pour ça. La ripisylve est identifiée comme corridor, de même que certains éléments linéaires paysagers (alignement d'arbres, canaux, haies, ...). Mais sur 12000 ha ce travail ne peut pas être exhaustif.

Alain PARLANTI : qu'est-ce qu'un corridor, combien ça mesure, quelle largeur ? Comment définir qu'un corridor est fonctionnel ?

Le groupe est d'accord pour dire qu'un rayon d'influence autour des gîtes est difficilement applicable en terme d'actions. Il est également d'accord pour qu'il y ait une définition des corridors pour la prise en compte dans la l'aménagement du territoire.

Julie HARS : Attention au libellé de l'OC1-d : « *Maintenir le caractère naturel et les différents faciès des écoulements* ». L'interprétation de cette définition pourrait compromettre d'éventuels projets communaux de centrales hydroélectriques, du fait d'un impact sur les écoulements des eaux qui ne peuvent plus être considérés comme "naturels" puisqu'aménagés pour créer une hauteur de chute.

Réponse : l'objectif est de maintenir le caractère de ces cours d'eau qui sont considérés comme « temporaires », ce qui influence l'installation d'espèces végétales et animales d'intérêt patrimonial. Ce n'est pas les écoulement en eux-même qu'il faut considérer mais la fonctionnalité de ces cours d'eau.

OC1-d : « *Maintenir le caractère naturel et les différents faciès des écoulements* » est remplacé par « *maintenir la fonctionnalité des cours d'eau* ».

Julie HARS : L'extension du périmètre préconisée par l'objectif 8 pose question quand aux impacts d'aménagement pour les communes traversées par ces cours d'eau (l'Endre et la Nartuby).

Réponse : la proposition d'extension ne concerne pas l'ensemble de ces affluents mais seulement de prendre en compte les populations de Barbeau méridional épargnées par le phénomène d'hybridation. C'est donc un lien avec les sites Natura 2000 à proximité.

OC8-b : figurer cet objectif par une cartographie adaptée.

Julie HARS : il faudrait préciser les contraintes concernant le barbeau afin que des actions ciblées et en cohérence puissent être définies lors de projets d'aménagements susceptibles d'impacter cette espèce.

Réponse : on connaît déjà les contraintes qui sont d'éviter les grands aménagement qui viendraient perturber le cours d'eau et d'éviter les travaux en période de reproduction. Ces informations existent.

Daniel NOUALS rappelle l'avantage d'être dans un périmètre Natura 2000 pour les subventions qui existent lorsqu'un effort est fait de la part des ayants-droits afin de préserver la biodiversité du site.

Les 12 objectifs ont été présentés, les propositions de mesures de gestion ont été notées.

12h30 : fin de la séance.

Un compte-rendu de la réunion est envoyé aux personnes invitées à ce groupe de travail.

Lors de la prochaine réunion, une liste d'actions sera envoyé au groupe avant qu'il se réunisse (au mois de juin) pour travailler sur les mesures et de les adapter à la réalité du terrain.

+++